

2006-2007

RÉGIE
DES RENTES
DU QUÉBEC

Soutien aux enfants

Statistiques de l'année 2005



Québec 

2006-2007

RÉGIE
DES RENTES
DU QUÉBEC

Soutien aux enfants

Statistiques de l'année 2005

Dépôt légal | 4^e trimestre 2006
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

ISBN-10 | 2-550-48232-8 (version imprimée)
2-550-48395-2 (PDF)

ISBN-13 | 978-2-550-48232-1 (version imprimée)
978-2-550-48395-3 (PDF)

Québec 

Rédaction et
traitement informatique | Pierre Drolet

Mise en page | Christine Deschênes

Coordination | Nathalie Madore

Date de parution | Octobre 2006

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web.

www.rrq.gouv.qc.ca

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, commentaire ou suggestion sur le contenu, s'adresser à :

Service des statistiques et des sondages

Régie des rentes du Québec

Case postale 5200

Québec G1K 7S9

Téléphone : (418) 657-8732, poste 3941

pierre.drolet@rrq.gouv.qc.ca

Avant-propos

La Régie des rentes du Québec vous présente sa nouvelle publication annuelle *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2005*. Cette publication remplace celle sur *Les prestations familiales* qui était publiée depuis 1997. Nous avons profité de la mise en place de la nouvelle politique familiale pour revoir le contenu de la publication. Le fait que le CIRSE renferme une composante universelle permet maintenant d'offrir un portrait de toutes les familles du Québec qui ont des enfants de moins de 18 ans.

Le document est divisé en quatre sections. La première trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles depuis l'implantation du premier programme en 1961 jusqu'au CIRSE. Les deux suivantes fournissent respectivement le portrait des clientèles du paiement de soutien aux enfants (PSE) et du supplément pour enfant handicapé (SEH). La quatrième est un complément d'information régionale permettant de répondre à des besoins d'information souvent exprimés par la clientèle. Elle présente le nombre de familles et d'enfants ainsi que les sommes totales versées par le CIRSE selon les 17 régions administratives du Québec. Les lecteurs qui souhaitent avoir ce genre de statistiques par municipalité régionale de comté (MRC) ou par municipalité pourront les trouver sur le site Web de la Régie.

La publication *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2005* offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé pour mieux connaître les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec.

Bonne lecture!

La chef du Service des statistiques et des sondages,

Nathalie Madore

TABLE DES MATIÈRES

Principales définitions.....	7
Légende des tableaux	7
Évolution historique des programmes et des clientèles	9
Le paiement de soutien aux enfants (PSE).....	25
Le supplément pour enfant handicapé.....	33
Statistiques régionales.....	39

LISTE DES TABLEAUX

ÉVOLUTION HISTORIQUE DES PROGRAMMES ET DES CLIENTÈLES

1. Paramètres de l'allocation familiale selon le rang de l'enfant – avril 1967 à décembre 1973	11
2. Paramètres de l'allocation familiale – janvier 1974 à août 1997	12
3. Paramètres de l'allocation pour enfant handicapé (AEH) – mai 1980 à décembre 2004	12
4. Clientèle, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance de 1988 à 2002	13
5. Clientèle, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant de 1989 à 1997..	14
6. Paramètres des prestations familiales – de 1997 à 2004	16
7. Paramètres du crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE)	16
8. Exemples de montant annuel pour le paiement de soutien aux enfants (PSE) selon la situation familiale et le revenu – 2005	17
9. Paramètres du supplément pour enfant handicapé (SEH) – 2005 et 2006.....	18
10. Évolution du nombre de familles, du nombre d'enfants et des sommes versées de 1974 à 2005	20
11. Évolution du nombre d'enfants selon le sexe et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2005	21
12. Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille est bénéficiaire de l'allocation de base selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2005	22
13. Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2005	22

LE PAIEMENT DE SOUTIEN AUX ENFANTS (PSE)

14. Familles bénéficiaires du PSE selon la situation familiale et le revenu – décembre 2005	27
15. Crédit moyen mensuel du PSE selon la situation familiale et le revenu – décembre 2005	28
16. Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen selon la situation familiale et la valeur relative du crédit versé – décembre 2005.....	29
17. Familles bénéficiaires du PSE selon la situation familiale, l'âge et le sexe du bénéficiaire – décembre 2005	30
18. Proportion de familles bénéficiaires du PSE selon la valeur relative du crédit versé, le mode et la fréquence du paiement du soutien aux enfants – décembre 2005.....	31
19. Enfants dont les parents sont bénéficiaires du PSE selon l'âge de l'enfant et le nombre d'enfants dans la famille – décembre 2005.....	32

LE SUPPLÉMENT POUR ENFANT HANDICAPÉ

20. Évolution du nombre d'enfants handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2005.....	35
21. Familles bénéficiaires du SEH selon la situation familiale et le revenu – décembre 2005	37
22. Répartition des enfants selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant – décembre 2005.	38

STATISTIQUES RÉGIONALES

23. Répartition régionale de la clientèle en décembre 2005 et des sommes totales versées en 2005	41
24. Répartition régionale de la clientèle du CIRSE selon le nombre d'enfants dans la famille – décembre 2005	42
25. Répartition régionale de la clientèle du PSE selon l'âge des enfants – décembre 2005	42
26. Répartition régionale des enfants handicapés, selon la nature du handicap – décembre 2005..	43

LISTE DES GRAPHIQUES

1. Illustration du paiement de Soutien aux enfants versé selon le revenu et la situation familiale en 2005.....	17
2. Illustration du paiement de Soutien aux enfants versé selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2005	17

PRINCIPALES DÉFINITIONS

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants est versé à la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit n'est reconnu qu'à une seule personne pour un même enfant.

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans les activités de la vie quotidienne pendant une période prévisible d'au moins un an. Les activités de la vie quotidienne sont celles qu'un enfant accomplit, d'après son âge, pour prendre soin de lui-même et participer à la vie sociale. Il s'agit notamment des gestes pour se nourrir, se mouvoir, se vêtir, communiquer, apprendre, et pour se rendre aux lieux de fréquentation nécessaire et s'y déplacer.

Situation familiale

Une famille bénéficiaire est celle qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de Soutien aux enfants a été effectué pour un mois donné. La famille est dite « biparentale » si le bénéficiaire a un conjoint et « monoparentale » s'il n'en a pas. Le bénéficiaire doit vivre habituellement avec l'enfant et assumer principalement la charge de ses soins et de son éducation.

Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Le revenu pris en compte dans le calcul du paiement de Soutien aux enfants (PSE) est le revenu net au sens de la *Loi sur les impôts du Québec*. Puisque l'année du PSE s'échelonne de juillet à juin, le revenu utilisé pour le

calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui des six derniers mois. Ainsi, pour 2005, c'est le revenu net de 2003 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2005 et celui de 2004 qui a servi au calcul des mois de juillet à décembre 2005.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements du CIRSE. Il y a compensation lorsque le bénéficiaire a une dette envers la Régie des rentes du Québec. Le montant total des sommes versées est ajusté de façon à rendre compte des états financiers de la Régie.

LÉGENDE DES TABLEAUX

n. d. : Données non disponibles

– : Zéro ou néant

s. o. : Sans objet

La présente publication n'a pas force de loi. En cas de conflit d'interprétation, il faut s'en remettre aux dispositions particulières de ce crédit d'impôt remboursable dans la *Loi sur les impôts* et à celles des règlements adoptés sous son autorité.

*Évolution historique
des programmes et des clientèles*

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Le gouvernement accorde alors une allocation de 10 \$ par mois pour les adolescents de 16 et 17 ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée mensuellement, sauf en juillet, en août et en septembre où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 \$ à 12 \$ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, de manière à aider les familles nombreuses.

Les prestations varient de 15 \$ par semestre pour un enfant à 142,50 \$ par semestre pour six enfants. Chaque enfant additionnel donne droit à une majoration de 35 \$. Une allocation supplémentaire de 5 \$ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

TABLEAU 1 Paramètres de l'allocation familiale selon le rang de l'enfant – Avril 1967 à décembre 1973

	Montants semestriels					
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e +
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
0-11 ans	15	17,50	20	25	30	35
12-15 ans	20	22,50	25	30	35	40

1974-1997 – L'allocation familiale

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé « Régime des allocations familiales du Québec », entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961

et les allocations familiales de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputée avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la *Loi sur la refonte des lois et règlements* entraîne la modification de l'appellation du Régime des allocations familiales qui devient la *Loi sur les allocations familiales*.

Le 1^{er} mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

Depuis le 1^{er} janvier 1980, la Loi prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience significative et permanente dans une des catégories suivantes de handicap « moteur, visuel, auditif ou mental » et dont l'état nécessite la mise en place de mesures spécialisées en matière de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 \$ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exigent de tels enfants. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

En janvier 1982, une modification au règlement introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le règlement modifie par la même occasion la définition du handicap auditif.

Depuis mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut, au même titre que les autres allocations d'aide aux familles, être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

TABLEAU 2**PARAMÈTRES DE L'ALLOCATION FAMILIALE –
JANVIER 1974 À AOÛT 1997**

Année	Montants mensuels			
	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant	4 ^e enfant et plus
	\$	\$	\$	\$
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

En février 2000, une révision complète du règlement a redéfini l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans les activités de la vie quotidienne pendant une période prévisible d'au moins un an. La notion de permanence est donc délaissée ainsi que la mise en place obligatoire de mesures spécialisées. Le règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicap, les cas présumés de handicap important, les autres cas étant analysés avec d'autres articles du Règlement.

L'allocation pour enfant handicapé est remplacée par un crédit d'impôt remboursable depuis janvier 2005. Elle est dorénavant connue sous le nom de « Supplément pour enfant handicapé ». Le montant alloué en 2005 est de 121 \$ par mois.

TABLEAU 3**Paramètres de l'allocation
pour enfant handicapé (AEH) -
mai 1980 à décembre 2004**

Année	Montant mensuel
	\$
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1^{er} mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 \$ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant d'une famille et en une allocation trimestrielle de 375 \$ payable jusqu'à l'âge de 2 ans si le nouvel enfant est de rang trois ou plus. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de 2 ans.

Le 1^{er} mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 \$ pour l'enfant de deuxième rang, le jour de son premier anniversaire ou du premier anniversaire de son adoption s'il a été adopté avant l'âge de 2 ans. À cette date également, l'allocation à la naissance pour l'enfant de troisième rang ou d'un rang suivant est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 3 ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 \$ à 4 500 \$. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à l'âge de 4 ans en 1990, puis jusqu'à 5 ans en 1991, pour un maximum de 7 500 \$. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 \$ à 400 \$ pour un maximum de 8 000 \$ en 5 ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas

d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un enfant de premier ou de deuxième rang peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de 5 ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour les enfants de deuxième rang ou d'un rang suivant. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 \$ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à l'allocation pour ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'implantation de la *Loi sur les prestations familiales*. Cependant, le droit aux bénéfices est maintenu pour tout enfant né avant le 1^{er} octobre 1997. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

TABLEAU 4

CLIENTÈLE, SOMMES VERSÉES ET PARAMÈTRES DE L'ALLOCATION À LA NAISSANCE DE 1988 À 2002

Année	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées (k\$)	Montants annuels			
				1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants	
						Par trimestre et par enfant	Maximum par enfant
1988 ¹	74 350	76 384	47 688,7	500 \$	500 \$	375 \$	3 000 \$
1989	136 329	141 473	100 454,8	500 \$	1 000 \$	375 \$	4 500 \$
1990	166 563	175 933	136 082,8	500 \$	1 000 \$	375 \$	6 000 \$
1991	181 045	194 165	162 946,8	500 \$	1 000 \$	375 \$	7 500 \$
1992	185 112	199 801	177 168,8	500 \$	1 000 \$	400 \$	8 000 \$
1993	185 172	200 566	182 326,1	500 \$	1 000 \$	400 \$	8 000 \$
1994	184 520	200 490	186 361,5	500 \$	1 000 \$	400 \$	8 000 \$
1995	182 534	198 771	184 107,4	500 \$	1 000 \$	400 \$	8 000 \$
1996	177 556	193 573	189 461,0	500 \$	1 000 \$	400 \$	8 000 \$
1997 ²	162 218	177 184	177 309,5	500 \$	1 000 \$	400 \$	8 000 \$
1998	89 545	98 739	119 618,3	-	-	-	-
1999	52 040	57 210	80 139,3	-	-	-	-
2000	37 553	39 817	53 106,4	-	-	-	-
2001	25 233	25 966	28 124,9	-	-	-	-
2002	10 450	10 574	5 912,5	-	-	-	-

1. Mesure instaurée en mai 1988.

2. Mesure abrogée en septembre 1997.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, à 200 \$ pour le deuxième enfant et à 100 \$ pour chacun des autres enfants de moins de 6 ans. En 1988, la dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 \$ pour le premier enfant de moins de

6 ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour chacun des autres enfants de ce groupe d'âge.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de 6 ans. Les sommes sont versées sous forme d'un supplément à l'allocation familiale mensuelle. L'enfant de premier rang donne droit à 8,34 \$ par mois (100 \$ par année); l'enfant de deuxième rang, à 16,67 \$ (200 \$ par année) et chaque enfant additionnel de moins de 6 ans, à 41,67 \$ (500 \$ par année).

En 1989 également, la *Loi sur les allocations familiales* devient la *Loi sur les allocations d'aide aux familles*. Ainsi, le nom de la nouvelle loi inclut les quatre catégories d'aide offerte.

TABLERAU 5

CLIENTÈLE, SOMMES VERSÉES ET PARAMÈTRES DE L'ALLOCATION POUR JEUNE ENFANT DE 1989 À 1997

Année	Nombre de familles ²	Nombre d'enfants ²	Sommes versées (k\$)	Montants mensuels		
				1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997 ¹	-	-	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Mesure abrogée en septembre 1997.

2. Données de décembre.

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est abolie pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation pour jeune enfant et l'allocation à la naissance sont abolies. Toutefois, les droits acquis au 30 septembre en vertu de *Loi sur les allocations d'aide aux familles* sont maintenus pour les enfants nés au plus tard à cette date. Par exemple, l'enfant de troisième rang né le 30 septembre 1997 conservait son droit à l'allocation à la naissance jusqu'à

son cinquième anniversaire. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1^{er} juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 \$ par année pour un premier enfant, à 975 \$ pour un deuxième enfant et à 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit

à un supplément de 1 300 \$ par année. L'allocation maximale est réduite lorsque le revenu familial excède 21 825 \$ pour une famille biparentale ou 15 332 \$ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 \$ à 20 921 \$¹, de 30 % jusqu'à 25 921 \$², puis de 50 % jusqu'à 50 000 \$. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 \$. L'allocation minimale est de 131 \$ par année pour un premier enfant, de 174 \$ pour un deuxième enfant et de 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. L'allocation minimale est réduite à un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 \$ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

Le tableau suivant montre l'évolution des paramètres du nouveau programme depuis sa mise en place en septembre 1997 jusqu'à son abolition en décembre 2004.

-
1. Le seuil étant fixé à 21 825 \$ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.
 2. Le seuil de 25 921 \$ augmente de 1 231 \$ par enfant pour les familles de quatre enfants et plus.

TABLEAU 6

PARAMÈTRES DES PRESTATIONS FAMILIALES – DE 1997 À 2004

	Allocation annuelle maximale			Seuils de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale ²		
	1 ^{er} enfant ¹	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants	1 ^{er} seuil	2 ^e seuil	3 ^e seuil	1 ^{er} taux	2 ^e taux	3 ^e taux	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	%	%	\$	\$	\$
Biparentale												
Sept. 1997	975	975	398	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	-	-	25	-	-	131	174	975
Août 2000 à déc. 2004	625	625	625	21 825	-	-	25	-	-	80	80	975
Monoparentale												
Sept. 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	-	35	25	-	131	174	975
Août 2000 à déc. 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	-	35	25	-	80	80	975

1. Inclut le supplément de 1 300 \$ pour les familles monoparentales.

2. L'allocation minimale est réduite de 5 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de revenu excédant 50 000 \$ (taux de réduction de 5 %).

Depuis janvier 2005 – Le CIRSE

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il fait suite au Discours sur le budget 2004-2005.

Le CIRSE remplace le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. Il comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH), et s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

Le paiement de Soutien aux enfants (PSE)

Le PSE varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille (voir les Tableaux 7 et 8).

Pour l'année 2005, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 000 \$ pour le premier enfant, de 1 000 \$ pour le deuxième, de 1 000 \$ pour le troisième et de 1 500 \$ par enfant pour les enfants de quatrième rang ou de rang suivant. Un crédit supplémentaire de 700 \$ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 \$ pour chaque tranche de 100 \$ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 42 800 \$ (31 600 \$ pour une famille monoparentale). Il n'est toutefois pas réduit en deçà du crédit minimal correspondant aux anciens crédits d'impôt non remboursables, soit 561 \$ pour le premier enfant, 517 \$ par enfant pour les autres enfants et un montant additionnel de 280 \$ pour une famille monoparentale (voir les Graphiques 1 et 2).

TABLEAU 7

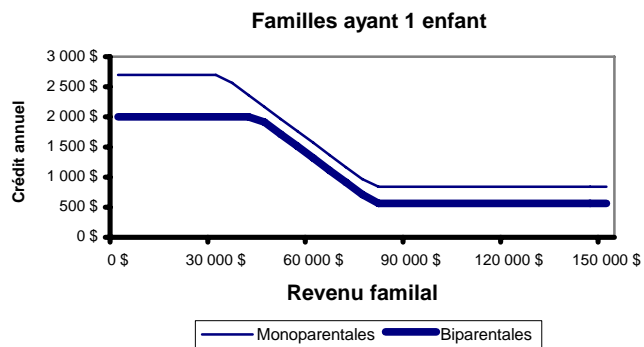
PARAMÈTRES DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR LE SOUTIEN AUX ENFANTS (CIRSE)

Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		
	Suppl. mono-parental	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant	4 ^e enfant et +	Suppl. mono-parental	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant et +	Bipa-rentale	Mono-parentale	Taux de réduction
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4

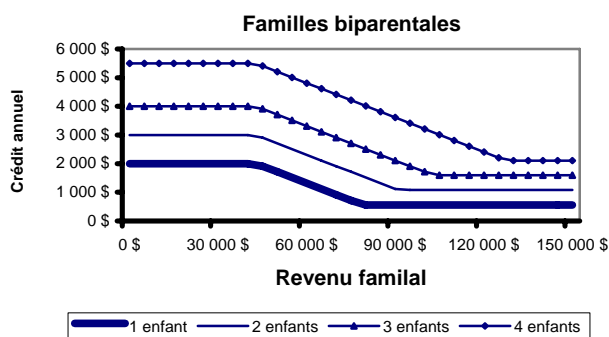
TABLEAU 8 EXEMPLES DE MONTANT ANNUEL POUR LE PAIEMENT DE SOUTIEN AUX ENFANTS (PSE) SELON LA SITUATION FAMILIALE ET LE REVENU – 2005

Revenu familial	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Moins de 30 000 \$	2 000	3 000	4 000	5 500	2 700	3 700	4 700	6 200
30 000 \$	2 000	3 000	4 000	5 500	2 700	3 700	4 700	6 200
40 000 \$	2 000	3 000	4 000	5 500	2 364	3 364	4 364	5 864
50 000 \$	1 712	2 712	3 712	5 212	1 964	2 964	3 964	5 464
60 000 \$	1 312	2 312	3 312	4 812	1 564	2 564	3 564	5 064
70 000 \$	912	1 912	2 912	4 412	1 164	2 164	3 164	4 664
80 000 \$	561	1 512	2 512	4 012	841	1 764	2 764	4 264
90 000 \$	561	1 112	2 112	3 612	841	1 364	2 364	3 864
100 000 \$	561	1 078	1 712	3 212	841	1 358	1 964	3 464
125 000 \$	561	1 078	1 595	2 212	841	1 358	1 875	2 464
150 000 \$	561	1 078	1 595	2 112	841	1 358	1 875	2 392

Graphique 1
Structure du programme
Illustration du paiement de Soutien aux enfants versé selon le revenu et la situation familiale en 2005



Graphique 2
Structure du programme
Illustration du paiement de Soutien aux enfants versé selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2005



Le supplément pour enfant handicapé (SEH)

Le supplément pour enfant handicapé (SEH) est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible au PSE et qui est reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il est limité de façon importante dans ses activités quotidiennes pour une période prévisible d'au moins un an.

Le supplément pour enfant handicapé s'ajoute au paiement de Soutien aux enfants. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, lorsqu'il atteint 18 ans ou lorsque la famille perd son droit au PSE.

TABLEAU 9 Paramètres du supplément pour enfant handicapé (SEH) – 2005 et 2006

Année	Montant mensuel	Montant annuel
	\$	\$
2005	121,00	1 452
2006 ⁽¹⁾	161,50	1 938

1. Intégration en janvier 2006 du crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience.

INDEXATION ANNUELLE

Les paramètres du CIRSE (montants minimal et maximal, suppléments pour famille monoparentale) sont indexés chaque année selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal. Le taux d'indexation pour 2006 a été de 2,43 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année afin de s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

MODE DE PAIEMENT

Le CIRSE est versé par anticipation sur une base trimestrielle (en janvier, en avril, en juillet et en octobre), à moins que le bénéficiaire ne demande à le recevoir sur une base mensuelle. En décembre 2005, 16 % des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

Le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. En décembre 2005, 55 % des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

Le CIRSE peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à 11 mois précédant la demande. Il se termine le mois où l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit au paiement jusqu'à cette date. Pour que les

parents aient droit au CIRSE pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

ADMINISTRATION

L'administration du CIRSE relève de la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine. La Régie effectue le versement du CIRSE pour le compte du ministre du Revenu. Elle doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir le CIRSE doit en faire la demande à la Régie suivant les modalités prévues aux règlements. En pratique, la Régie considère qu'une demande de prestation fiscale au gouvernement fédéral équivaut à une demande de paiement de Soutien aux enfants. L'Agence des douanes et du revenu du Canada fournit les renseignements nécessaires au PSE si l'enfant est réputé avoir sa résidence au Québec.

En ce qui concerne le supplément pour enfant handicapé, qui est exclusif au Québec et dont les conditions d'attribution sont différentes, une demande doit être adressée directement à la Régie.

FINANCEMENT

Les sommes requises pour le paiement de Soutien aux enfants sont prises à même les recettes fiscales perçues en vertu de la *Loi sur les impôts*.

IMPOSITION DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR LE SOUTIEN AUX ENFANTS

Les sommes reçues pour le PSE et le SEH sont par définition non imposables puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

PRODUCTION DES STATISTIQUES

Les statistiques sur les prestations familiales et sur le paiement de Soutien aux enfants proviennent des fichiers administratifs de la Régie. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au gouvernement fédéral et à la Régie, et des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées au

31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents ont droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour les cinq années antérieures, et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures sont ainsi expliqués.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par la Régie. Sa mise à jour est faite principalement par l'information obtenue directement des parents (exemple : changement concernant le handicap de l'enfant).

Depuis 1989, la Régie peut payer rétroactivement une allocation pour les enfants handicapés pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour les autres types d'allocation, mais la proportion d'enfants inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande chez les enfants handicapés. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande d'allocation ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que la Régie puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Tout comme pour les autres allocations, cette révision se fait pendant cinq ans. Pour assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques de l'année étudiée sont des projections pour les trois dernières années.

TABLEAU 10

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FAMILLES, DU NOMBRE D'ENFANTS
ET DES SOMMES VERSÉES DE 1974 À 2005

Année	Allocation familiale			Allocation pour enfant handicapé			Total des sommes versées (k\$)	Moyenne par famille
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées (k\$)	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées (k\$)		
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	100 \$
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	107 \$
1976	955 683	1 937 200	110 427,4	s. o.	s. o.	s. o.	110 427,4	116 \$
1977	958 269	1 885 747	135 568,3	s. o.	s. o.	s. o.	135 568,3	141 \$
1978	959 894	1 839 932	151 423,8	s. o.	s. o.	s. o.	151 423,8	158 \$
1979	961 376	1 800 895	159 400,2	s. o.	s. o.	s. o.	159 400,2	166 \$
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817 ¹	4 966	3 879,3	172 628,7	180 \$
1981	958 913	1 732 854	180 510,1	5 723	5 910	5 621,6	186 131,7	194 \$
1982	953 149	1 697 645	176 069,6	9 302	9 625	8 082,5	184 152,1	193 \$
1983	943 799	1 665 811	181 717,9	10 655	11 025	10 841,4	192 559,3	204 \$
1984	937 897	1 645 424	187 328,6	12 097	12 516	13 009,9	200 338,5	214 \$
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	213 \$
1986	935 821	1 625 412	191 203,7	14 974	15 548	17 079,6	208 283,3	223 \$
1987	934 894	1 616 961	197 653,7	16 284	16 924	19 057,1	216 710,8	232 \$
1988	938 908	1 619 106	205 179,6	20 168	21 064	21 646,4	274 514,7 ²	292 \$
1989	943 045	1 624 738	213 726,6	22 426	23 516	27 068,2	447 317,1 ³	474 \$
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	506 567,1 ³	531 \$
1991	962 400	1 657 643	239 768,0	28 954	30 797	38 614,1	559 494,4 ³	581 \$
1992	968 532	1 668 391	254 482,8	31 329	33 489	46 269,0	604 087,8 ³	624 \$
1993	969 445	1 670 895	258 537,5	30 968	33 017	49 625,5	622 926,8 ³	643 \$
1994	967 858	1 670 011	258 792,7	27 568	28 994	45 099,6	625 575,3 ³	646 \$
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	616 840,2 ³	640 \$
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	619 629,3 ³	650 \$
1997	680 017 ⁴	1 200 262 ⁴	413 181,5	22 993	24 024	35 001,6	718 814,9 ³	1 057 \$
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	932 033,1 ²	1 410 \$
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	877 531,4 ²	1 393 \$
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	722 641,8 ²	1 231 \$
2001	554 105	989 188	541 984,1	25 280	26 687	38 202,5	608 311,5 ²	1 098 \$
2002	538 782	959 480	516 817,2	25 808	27 321	38 296,1	561 025,8 ²	1 041 \$
2003	516 150 ⁵	916 010 ⁵	496 458,7	26 930 ⁵	28 590 ⁵	39 688,3	536 147,0	1 039 \$
2004	503 560 ⁵	893 180 ⁵	480 943,9	28 260 ⁵	30 110 ⁵	42 332,1	523 276,0	1 039 \$
	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé				
2005	867 100 ⁵	1 484 600 ⁵	1 973 541,2	29 550 ⁵	31 490 ⁵	41 819,1	2 015 360,3	2 324 \$

1. Estimation.

2. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance (voir le détail au tableau 4).

3. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).

4. Le nouveau programme sur les prestations familiales a débuté en septembre 1997.

5. Données projetées.

L'augmentation importante du nombre de familles et d'enfants en 2005 s'explique par le fait que le paiement de Soutien aux enfants s'adresse à toutes les familles (programme universel) contrairement à l'allocation familiale qui devenait nulle au-delà d'un certain seuil de revenu (programme sélectif).

L'augmentation importante des sommes totales versées et du montant moyen par famille en 2005 s'explique par deux faits : d'abord, les crédits d'impôt non remboursables pour enfant mineur et la réduction d'impôt à l'égard de la famille ont été intégrés aux paiements de Soutien aux enfants et ensuite, le gouvernement a bonifié l'aide aux familles en 2005 de quelque 550 millions de dollars.

TABLEAU 11

**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENFANTS SELON LE SEXE
ET NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FAMILLE, DE 1974 À 2005**

Année	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1976	1 001 532	935 668	1 937 200	2,03	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1977	974 931	910 816	1 885 747	1,97	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1978	951 245	888 687	1 839 932	1,92	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1979	931 063	869 832	1 800 895	1,87	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1981	897 618	835 236	1 732 854	1,81	3 323	2 587	5 910	1,03
1982	879 380	818 265	1 697 645	1,78	5 452	4 173	9 625	1,03
1983	862 890	802 921	1 665 811	1,77	6 250	4 775	11 025	1,03
1984	853 975	791 449	1 645 424	1,75	7 097	5 419	12 516	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1986	844 481	780 931	1 625 412	1,74	8 937	6 611	15 548	1,04
1987	840 374	776 587	1 616 961	1,73	9 722	7 202	16 924	1,04
1988	837 434	781 672	1 619 106	1,72	12 173	8 891	21 064	1,04
1989	839 971	784 767	1 624 738	1,72	13 688	9 828	23 516	1,05
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1991	853 901	803 742	1 657 643	1,72	18 220	12 577	30 797	1,06
1992	859 217	809 174	1 668 391	1,72	19 962	13 527	33 489	1,07
1993	860 352	810 543	1 670 895	1,72	19 611	13 406	33 017	1,07
1994	859 513	810 498	1 670 011	1,73	17 217	11 777	28 994	1,05
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 ¹	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 229	510 470	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	507 603	481 585	989 188	1,79	16 329	10 358	26 687	1,06
2002	491 908	467 572	959 480	1,78	16 865	10 456	27 321	1,06
2003 ²	470 136	445 874	916 010	1,77	17 903	10 687	28 590	1,06
2004 ²	458 419	434 761	893 180	1,77	19 148	10 962	30 110	1,07
	Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé			
2005 ²	761 792	722 808	1 484 600	1,71	20 183	11 307	31 490	1,07

1. Entrée en vigueur de la nouvelle allocation familiale.

2. Données projetées.

La diminution importante du nombre moyen d'enfants par famille en 2005 est principalement liée au fait que le nouveau programme est universel. Les familles qui étaient exclues du programme des prestations familiales en raison de leur revenu élevé ont moins d'enfants en moyenne que celles qui bénéficient du programme.

TABLEAU 12

ÉVOLUTION QUINQUENNALE DU NOMBRE D'ENFANTS DONT LA FAMILLE EST BÉNÉFICIAIRE DE L'ALLOCATION DE BASE SELON L'ÂGE DE L'ENFANT, DE 1975 À 2005

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005 ²
Moins de 1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	70 010
1	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	70 790
2	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	71 460
3	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	71 410
4	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 000
5	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 220
6	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 610
7	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 200
8	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 620
9	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 320
10	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 260
11	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 370
12	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 590
13	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 990
14	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 890
15	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 410
16	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 850
17	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 600
Total	1 972 520	1 765 643	1 633 761	1 642 208	1 664 019	1 047 699	1 484 600

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à faible ou à moyen revenu de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimum).

2. Données projetées.

TABLEAU 13

ÉVOLUTION QUINQUENNALE DU NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE BASE SELON LE NOMBRE D'ENFANTS DANS LA FAMILLE, DE 1975 À 2005

Nombre d'enfants dans la famille	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005 ²
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	404 500
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	342 400
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	94 300
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 900
Total	942 155	961 545	936 000	953 189	963 361	586 953	867 100

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à faible ou à moyen revenu de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimum).

2. Données projetées.

À l'exception de la période allant de 1988 à 1993, le nombre d'enfants de moins de 18 ans qui bénéficient de l'allocation familiale est en baisse au Québec depuis 1974 (voir Tableau 10) : baisse très importante de 339 000 enfants entre 1975 et 1985 suivi d'une légère augmentation de 30 000 enfants entre 1985 et 1995 suivi d'une baisse importante de 180 000 enfants entre 1995 et 2005. C'est dire, qu'en 30 ans, le nombre d'enfants de moins de 18 ans qui bénéficient de l'allocation familiale

(maintenant le crédit d'impôt remboursable) a diminué de 25 % au Québec soit près de 500 000 enfants. La baisse devrait se poursuivre encore quelques années si l'on en juge par le fait qu'il y a beaucoup plus d'enfants de plus de 12 ans qu'il y a d'enfants de moins de 5 ans.

L'évolution du nombre de familles suit la même tendance mais dans des proportions moindres. De 1975 à 1985, c'est la taille de la famille qui a diminué puisque le nombre de familles n'a chuté que de 6 000. De 1985 à 1995 le nombre de familles a augmenté presque autant que le nombre d'enfants (27 000). Depuis 1995, le nombre de familles bénéficiaires de l'allocation familiale (plus récemment du crédit d'impôt remboursable) est en chute libre, une baisse de près de 100 000 familles en 10 ans. On verra plus loin que cette tendance à la baisse dans le nombre de familles devrait aussi se poursuivre encore quelques années.

Le paiement de soutien aux enfants (PSE)

TABLEAU 14

**FAMILLES BÉNÉFICIAIRES DU PSE SELON LA SITUATION FAMILIALE
ET LE REVENU – DÉCEMBRE 2005**

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ – 49 999 \$	50 000 \$ – 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
	Nombre de familles	Nombre de familles	Nombre de familles	Nombre de familles	Nombre de familles
Biparentale					
1 enfant	32 727	64 967	73 742	88 035	259 471
2 enfants	27 885	60 782	74 644	102 800	266 111
3 enfants	12 058	19 804	18 565	25 141	75 568
4 enfants ou plus	5 787	6 397	4 057	4 763	21 004
Total	78 457	151 950	171 008	220 739	622 154
Monoparentale					
1 enfant	84 093	42 860	10 227	2 667	139 847
2 enfants	43 603	21 255	5 450	1 569	71 877
3 enfants	12 451	3 858	880	281	17 470
4 enfants ou plus	3 782	575	121	68	4 546
Total	143 929	68 548	16 678	4 585	233 740
Biparentale et monoparentale					
1 enfant	116 820	107 827	83 969	90 702	399 318
2 enfants	71 488	82 037	80 094	104 369	337 988
3 enfants	24 509	23 662	19 445	25 422	93 038
4 enfants ou plus	9 569	6 972	4 178	4 831	25 550
Total¹	222 386	220 498	187 686	225 324	855 894

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

Les trois quarts (73 %) des familles bénéficiaires du paiement de Soutien aux enfants sont des familles biparentales. Elles touchent toutefois un crédit moyen nettement inférieur à celui des familles monoparentales à cause du crédit additionnel versé aux familles monoparentales et d'un revenu annuel moyen plus élevé.

TABLEAU 15

**CRÉDIT MOYEN MENSUEL DU PSE SELON LA SITUATION FAMILIALE
ET LE REVENU – DÉCEMBRE 2005**

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ – 49 999 \$	50 000 \$ – 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
	Crédit moyen mensuel	Crédit moyen mensuel	Crédit moyen mensuel	Crédit moyen mensuel	Crédit moyen mensuel
Biparentale					
1 enfant	167 \$	163 \$	102 \$	47 \$	107 \$
2 enfants	250 \$	246 \$	185 \$	100 \$	173 \$
3 enfants	333 \$	330 \$	270 \$	159 \$	259 \$
4 enfants ou plus	520 \$	505 \$	431 \$	274 \$	443 \$
Total	248 \$	232 \$	165 \$	89 \$	165 \$
Monoparentale					
1 enfant	225 \$	209 \$	133 \$	71 \$	211 \$
2 enfants	308 \$	292 \$	217 \$	128 \$	293 \$
3 enfants	392 \$	376 \$	301 \$	191 \$	380 \$
4 enfants ou plus	555 \$	531 \$	451 \$	301 \$	545 \$
Total	273 \$	247 \$	172 \$	101 \$	255 \$
Biparentale et monoparentale					
1 enfant	209 \$	181 \$	106 \$	48 \$	143 \$
2 enfants	286 \$	258 \$	187 \$	100 \$	198 \$
3 enfants	363 \$	337 \$	271 \$	159 \$	282 \$
4 enfants ou plus	534 \$	507 \$	432 \$	275 \$	461 \$
Total¹	264 \$	237 \$	165 \$	90 \$	190 \$

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 \$ représentent le quart (26 %) des familles, mais elles touchent un crédit plus élevé que la moyenne. À l’opposé, celles qui gagnent 75 000 \$ ou plus constituent aussi le quart (26 %) de la clientèle, mais elles touchent un crédit nettement inférieur à la moyenne.

TABLEAU 16

**FAMILLES BÉNÉFICIAIRES DU PSE ET REVENU ANNUEL MOYEN
SELON LA SITUATION FAMILIALE ET
LA VALEUR RELATIVE DU CRÉDIT VERSÉ – DÉCEMBRE 2005**

Situation familiale	Valeur relative du crédit versé							
	Crédit maximal		Crédit se situant entre le minimum et le maximum		Crédit minimal		Total	
	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Revenu annuel moyen
Biparentale								
1 enfant	75 973	26 068 \$	104 525	60 104 \$	78 973	123 886 \$	259 471	69 551 \$
2 enfants	67 895	26 610 \$	132 320	65 430 \$	65 896	140 877 \$	266 111	74 208 \$
3 enfants ou plus	36 361	24 633 \$	46 502	68 727 \$	13 709	187 324 \$	96 572	68 960 \$
Total	180 229	25 982 \$	283 347	64 006 \$	158 578	136 431 \$	622 154	71 451 \$
Monoparentale								
1 enfant	100 966	14 880 \$	36 621	45 283 \$	2 260	114 295 \$	139 847	24 448 \$
2 enfants	52 012	14 538 \$	19 081	46 820 \$	784	144 954 \$	71 877	24 530 \$
3 enfants ou plus	18 097	12 138 \$	3 789	47 319 \$	130	192 812 \$	22 016	19 260 \$
Total	171 075	14 486 \$	59 491	45 906 \$	3 174	125 084 \$	233 740	23 984 \$
Biparentale et monoparentale								
1 enfant	176 939	19 683 \$	141 146	56 259 \$	81 233	123 620 \$	399 318	53 755 \$
2 enfants	119 907	21 373 \$	151 401	63 085 \$	66 680	140 924 \$	337 988	63 643 \$
3 enfants ou plus	54 458	20 481 \$	50 291	67 114 \$	13 839	187 375 \$	118 588	59 733 \$
Total¹	351 304	20 384 \$	342 838	60 866 \$	161 752	136 208 \$	855 894	58 488 \$

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

Le tableau indique que 41 % des familles touchent le crédit maximal du PSE. Le revenu moyen de ces familles est de 20 384 \$, le maximum de revenu permettant le crédit maximal étant de 42 800 \$ pour les familles biparentales et de 31 600 \$ pour les familles monoparentales. À l’opposé, il y a 19 % des familles qui touchent le crédit minimal. Rappelons que ce montant correspond aux anciens crédits d’impôt non remboursable pour enfant à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles est de 136 208 \$.

TABLEAU 17

**FAMILLES BÉNÉFICIAIRES DU PSE SELON LA SITUATION FAMILIALE,
L'ÂGE ET LE SEXE DU BÉNÉFICIAIRE – DÉCEMBRE 2005**

Situation familiale	Âge du bénéficiaire				Sexe du bénéficiaire		Total
	Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans ou plus	Femme	Homme	
Biparentale							
1 enfant	13 537	77 534	91 622	76 778	256 702	2 769	259 471
2 enfants	4 680	79 957	144 143	37 331	264 980	1 131	266 111
3 enfants	827	21 856	45 249	7 636	75 301	267	75 568
4 enfants ou plus	176	6 303	12 676	1 849	20 897	107	21 004
Total	19 220	185 650	293 690	123 594	617 880	4 274	622 154
Monoparentale							
1 enfant	10 587	34 307	56 092	38 861	119 051	20 796	139 847
2 enfants	2 261	19 745	37 862	12 009	64 391	7 486	71 877
3 enfants	353	5 366	9 659	2 092	16 003	1 467	17 470
4 enfants ou plus	42	1 495	2 596	413	4 207	339	4 546
Total	13 243	60 913	106 209	53 375	203 652	30 088	233 740
Biparentale et monoparentale							
1 enfant	24 124	111 841	147 714	115 639	375 753	23 565	399 318
2 enfants	6 941	99 702	182 005	49 340	329 371	8 617	337 988
3 enfants	1 180	27 222	54 908	9 728	91 304	1 734	93 038
4 enfants ou plus	218	7 798	15 272	2 262	25 104	446	25 550
Total¹	32 463	246 563	399 899	176 969	821 532	34 362	855 894

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

Le paiement de Soutien aux enfants est payé en priorité à la mère (96 %).

Les trois quarts (76 %) des bénéficiaires du PSE sont âgés de 25 à 44 ans. À peine 4 % des familles ont un bénéficiaire de moins de 25 ans.

TABLEAU 18

**PROPORTION DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES DU PSE
SELON LA VALEUR RELATIVE DU CRÉDIT VERSÉ, LE MODE ET LA FRÉQUENCE
DU PAIEMENT DU SOUTIEN AUX ENFANTS – DÉCEMBRE 2005**

Situation familiale	Valeur relative du crédit versé							
	Crédit maximal		Crédit se situant entre le minimum et le maximum		Crédit minimal		Total	
	Dépôt direct	Paiement mensuel	Dépôt direct	Paiement mensuel	Dépôt direct	Paiement mensuel	Dépôt direct	Paiement mensuel
Biparentale	%	%	%	%	%	%	%	%
1 enfant	58	14	44	7	28	2	43	8
2 enfants	70	21	51	10	30	2	51	11
3 enfants ou plus	79	30	69	16	36	3	68	19
Total	67	20	51	10	29	2	50	11
Monoparentale								
1 enfant	71	32	55	9	31	2	66	25
2 enfants	79	39	59	15	35	3	73	32
3 enfants ou plus	83	46	69	20	35	2	80	41
Total	74	35	57	12	32	3	70	29
Biparentale et monoparentale								
1 enfant	65	24	47	8	28	2	51	14
2 enfants	74	29	52	10	30	2	55	15
3 enfants ou plus	80	35	69	16	36	3	70	23
Total	70	27	52	10	29	2	55	16

Une famille bénéficiaire du CIRSE sur deux (55 %) opte pour le dépôt direct, et seulement une famille sur six (16 %) demande à recevoir leur paiement chaque mois plutôt que tous les trimestres.

Ces statistiques varient en fonction de la valeur du crédit. Les familles qui reçoivent le crédit maximal, soit les familles à faible revenu, privilégient davantage le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, les trois quarts des familles monoparentales optent pour le dépôt direct, et le tiers demande le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent le crédit minimal, soit les familles à revenu élevé, optent pour le dépôt direct dans une proportion de 29 % et pour le paiement mensuel dans une proportion de 2 %.

TABLEAU 19**ENFANTS DONT LES PARENTS SONT BÉNÉFICIAIRES DU PSE SELON L'ÂGE DE L'ENFANT ET LE NOMBRE D'ENFANTS DANS LA FAMILLE – DÉCEMBRE 2005**

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants dans la famille				Total
	1	2	3	4 ou plus	
Moins de 1 an	31 743	25 316	8 632	3 418	69 109
1	30 778	26 482	8 971	3 641	69 872
2	23 937	31 641	10 582	4 376	70 536
3	18 019	35 748	11 958	4 761	70 486
4	15 336	37 445	14 076	5 198	72 055
5	13 769	36 463	15 060	5 990	71 282
6	13 065	37 190	15 964	6 441	72 660
7	13 322	37 790	17 126	6 979	75 217
8	13 490	39 707	18 667	7 715	79 579
9	14 812	41 318	19 852	8 237	84 219
10	15 483	42 964	20 315	8 357	87 119
11	16 553	43 723	20 635	8 295	89 206
12	18 478	44 792	20 249	7 877	91 396
13	21 982	45 995	19 278	7 492	94 747
14	26 488	44 188	18 064	6 896	95 636
15	33 907	40 238	15 936	6 073	96 154
16	39 200	33 904	12 573	4 981	90 658
17	38 956	31 072	11 176	4 262	85 466
Total¹	399 318	675 976	279 114	110 989	1 465 397

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de 2 enfants, et moins de 10 % des enfants vivent dans une famille de 4 enfants ou plus.

Il y a 85 466 enfants de 17 ans au Québec comparativement à 69 108 enfants de moins d'un an. Étant donné que les enfants de 17 ans cesseront de bénéficier du CIRSE au cours de l'année, il faudra un apport important de nouvelles naissances ou de migration nette pour contrer une baisse prévisible du nombre d'enfants bénéficiaires au Québec.

Pour éviter qu'il n'y ait aussi une baisse du nombre de famille bénéficiaire en 2006, il faudra un apport important de nouvelles familles car il y en a 38 956 qui cesseront d'être bénéficiaires puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le Supplément pour enfant handicapé

TABLEAU 20

**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENFANTS RECONNUS HANDICAPÉS,
SELON LE SEXE ET LA NATURE DU HANDICAP, DE 1980 À 2005**

Sexe et année	Nature du handicap						Global Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Déficiences physiques		Troubles du développement	
				Autres	Sous-total	Sous-total	
Garçons							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n.d.	n. d.	2 791
1981	221	403	1 241	s. o.	1 865	1 458	3 323
1982	284	623	1 528	1 269	3 704	1 748	5 452
1983	311	677	1 625	1 711	4 324	1 926	6 250
1984	335	709	1 757	2 168	4 969	2 128	7 097
1985	354	740	1 899	2 926	5 919	2 194	8 113
1986	362	781	2 036	3 461	6 640	2 297	8 937
1987	383	808	2 189	3 918	7 298	2 424	9 722
1988	461	897	2 431	5 591	9 380	2 793	12 173
1989	454	895	2 530	6 912	10 791	2 897	13 688
1990	469	911	2 591	8 932	12 903	2 983	15 886
1991	484	930	2 578	11 108	15 100	3 120	18 220
1992	494	920	2 678	12 374	16 466	3 496	19 962
1993	487	904	2 637	12 030	16 058	3 553	19 611
1994	495	889	2 515	9 087	12 986	4 231	17 217
1995	474	861	2 362	6 963	10 660	4 629	15 289
1996	457	844	2 225	6 086	9 612	4 857	14 469
1997	438	811	2 170	5 529	8 948	5 276	14 224
1998	440	789	2 095	5 186	8 510	6 033	14 543
1999	440	771	2 027	5 016	8 254	6 949	15 203
2000	439	753	1 995	4 937	8 124	7 708	15 832
2001	434	736	1 920	4 859	7 949	8 380	16 329
2002	444	704	1 844	4 678	7 670	9 195	16 865
2003 ¹	460	704	1 812	4 724	7 700	10 203	17 903
2004 ¹	462	672	1 726	4 690	7 550	11 598	19 148
2005 ¹	455	671	1 710	4 721	7 557	12 626	20 183
Filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n.d.	n. d.	2 175
1981	155	325	979	s. o.	1 459	1 128	2 587
1982	195	515	1 177	1 012	2 899	1 274	4 173
1983	212	556	1 243	1 400	3 411	1 364	4 775
1984	229	600	1 373	1 767	3 969	1 450	5 419
1985	250	630	1 483	2 258	4 621	1 474	6 095
1986	257	660	1 586	2 611	5 114	1 497	6 611
1987	268	695	1 730	2 958	5 651	1 551	7 202
1988	315	826	1 952	4 074	7 167	1 724	8 891
1989	314	844	1 996	4 902	8 056	1 772	9 828
1990	314	853	2 020	6 190	9 377	1 794	11 171
1991	318	876	2 044	7 527	10 765	1 812	12 577
1992	304	858	2 200	8 283	11 645	1 882	13 527
1993	300	827	2 194	8 153	11 474	1 932	13 406
1994	299	836	2 153	6 339	9 627	2 150	11 777
1995	297	817	2 095	5 135	8 344	2 373	10 717
1996	309	785	2 009	4 564	7 667	2 433	10 100
1997	293	773	1 886	4 263	7 215	2 585	9 800
1998	295	762	1 817	4 114	6 988	2 876	9 864
1999	294	747	1 765	4 034	6 840	3 258	10 098
2000	295	743	1 698	4 026	6 762	3 504	10 266
2001	301	724	1 621	3 964	6 610	3 748	10 358
2002	303	702	1 530	3 850	6 385	4 071	10 456
2003 ¹	313	682	1 466	3 861	6 322	4 365	10 687
2004 ¹	304	655	1 419	3 863	6 241	4 721	10 962
2005 ¹	307	631	1 394	3 913	6 245	5 062	11 307

TABLEAU 20 (suite)

**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENFANTS RECONNUS HANDICAPÉS,
SELON LE SEXE ET LA NATURE DU HANDICAP, DE 1980 À 2005**

Sexe et année	Nature du handicap						Global TOTAL
	Visuelle	Auditive	Motrice	Déficiences physiques		Troubles du développement	
				Autres	Sous-total	Sous-total	
Garçons et filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	4 966
1981	376	728	2 220	s. o.	3 324	2 586	5 910
1982	479	1 138	2 705	2 281	6 603	3 022	9 625
1983	523	1 233	2 868	3 111	7 735	3 290	11 025
1984	564	1 309	3 130	3 935	8 938	3 578	12 516
1985	604	1 370	3 382	5 184	10 540	3 668	14 208
1986	619	1 441	3 622	6 072	11 754	3 794	15 548
1987	651	1 503	3 919	6 876	12 949	3 975	16 924
1988	776	1 723	4 383	9 665	16 547	4 517	21 064
1989	768	1 739	4 526	11 814	18 847	4 669	23 516
1990	783	1 764	4 611	15 122	22 280	4 777	27 057
1991	802	1 806	4 622	18 635	25 865	4 932	30 797
1992	798	1 778	4 878	20 657	28 111	5 378	33 489
1993	787	1 731	4 831	20 183	27 532	5 485	33 017
1994	794	1 725	4 668	15 426	22 613	6 381	28 994
1995	771	1 678	4 457	12 098	19 004	7 002	26 006
1996	766	1 629	4 234	10 650	17 279	7 290	24 569
1997	731	1 584	4 056	9 792	16 163	7 861	24 024
1998	735	1 551	3 912	9 300	15 498	8 909	24 407
1999	734	1 518	3 792	9 050	15 094	10 207	25 301
2000	734	1 496	3 693	8 963	14 886	11 212	26 098
2001	735	1 460	3 541	8 823	14 559	12 128	26 687
2002	747	1 406	3 374	8 528	14 055	13 266	27 321
2003 ¹	773	1 386	3 278	8 585	14 022	14 568	28 590
2004 ¹	766	1 327	3 145	8 553	13 791	16 319	30 110
2005 ¹	762	1 302	3 104	8 634	13 802	17 688	31 490

1. Données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2005. L'augmentation s'observe principalement dans les cas de troubles du développement, qui sont en progression depuis le début du programme en 1980.

TABLEAU 21

**FAMILLES BÉNÉFICIAIRES DU SEH SELON LA SITUATION FAMILIALE
ET LE REVENU – DÉCEMBRE 2005**

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ – 49 999 \$	50 000 \$ – 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Biparentale					
1 enfant	733	1 334	1 253	1 328	4 648
2 enfants	1 239	2 458	2 430	2 733	8 860
3 enfants	800	1 187	931	1 029	3 947
4 enfants ou plus	521	524	278	259	1 582
Total	3 293	5 503	4 892	5 349	19 037
Monoparentale					
1 enfant	2 276	831	186	42	3 335
2 enfants	2 179	740	148	47	3 114
3 enfants	929	200	53	10	1 192
4 enfants ou plus	406	39	8	4	457
Total	5 790	1 810	395	103	8 098
Biparentale et monoparentale					
1 enfant	3 009	2 165	1 439	1 370	7 983
2 enfants	3 418	3 198	2 578	2 780	11 974
3 enfants	1 729	1 387	984	1 039	5 139
4 enfants ou plus	927	563	286	263	2 039
Total	9 083	7 313	5 287	5 452	27 135

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

Il y a 27 135 familles qui ont au moins un enfant reconnu handicapé, soit 3 % des familles québécoises. La proportion de familles ayant un enfant reconnu handicapé augmente avec le nombre d'enfants, passant de 2 % pour les familles d'un enfant à 4 % pour les familles de 2 enfants, à 6 % pour celles de 3 enfants et à 8 % pour celles qui ont au moins 4 enfants.

La proportion varie aussi en fonction du revenu, mais de façon moins marquée : 4 % des familles qui ont un revenu de moins de 25 000 \$ ont un enfant reconnu handicapé comparativement à 3 % pour celles dont le revenu se situe de 25 000 \$ à 75 000 \$ et à 2 % pour celles dont le revenu est de 75 000 \$ ou plus.

TABLEAU 22

**RÉPARTITION DES ENFANTS RECONNUS HANDICAPÉS
SELON LA NATURE DU HANDICAP ET L'ÂGE DE L'ENFANT – DÉCEMBRE 2005**

Nature du handicap	Âge de l'enfant			
	0-4 ans	5-11 ans	12-17 ans	Total
Déficience visuelle	150	272	294	716
Déficience auditive	182	543	508	1 233
Déficience motrice	538	1 176	1 222	2 936
Autres déficiences physiques				
Fonction cardio-vasculaire	158	83	134	375
Alimentation et digestion	126	187	141	454
Anomalies métaboliques ou héréditaires	340	1 074	1 448	2 862
Anomalie du système nerveux	59	150	165	374
Fonction respiratoire	125	101	84	310
Néoplasies	129	196	186	511
Anomalies du système immunitaire	227	303	143	673
Fonction rénale et urinaire	27	75	101	203
Malformations congénitales et chromosomiques	461	543	191	1 195
Autres / Déficiences multiples	78	278	932	1 288
Sous-total autres déficiences physiques	1 730	2 990	3 525	8 245
Total déficiences physiques	2 600	4 981	5 549	13 130
Troubles du développement				
Retard psychomoteur	538	737	146	1 421
Retard mental et déficiences cognitives	64	2 044	3 032	5 140
Troubles envahissants du développement	476	2 129	868	3 473
Troubles du langage	511	2 904	767	4 222
Troubles du comportement	11	463	405	879
Autres / Psychoaffectif	5	74	512	591
Total troubles du développement	1 645	8 351	5 730	15 726
GLOBAL¹	4 245	13 332	11 279	28 856

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

Il y a 2 % d'enfants reconnus handicapés parmi les enfants de moins de 18 ans. Cette proportion ne varie pas selon l'âge de l'enfant.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (53 %) des troubles du développement.

Statistiques régionales

TABLEAU 23

**RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA CLIENTÈLE EN DÉCEMBRE 2005
ET DES SOMMES TOTALES VERSÉES EN 2005**

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées (k\$)
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées (k\$)	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées (k\$)	
Bas-Saint-Laurent	21 329	36 262	50 946,3	655	695	986,1	51 932,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	31 416	53 253	72 296,4	1 053	1 113	1 626,5	73 922,9
Capitale-Nationale	67 858	111 971	144 824,6	2 079	2 185	3 145,6	147 970,2
Mauricie	26 923	44 758	64 473,3	819	877	1 272,3	65 745,6
Estrie	32 936	58 617	81 304,5	1 133	1 212	1 766,1	83 070,6
Montréal	187 096	316 745	454 742,2	6 041	6 440	9 310,5	464 052,6
Outaouais	41 866	70 540	91 615,4	1 157	1 227	1 807,6	93 423,0
Abitibi-Témiscamingue	17 361	30 637	41 285,8	520	551	799,2	42 085,0
Côte-Nord	12 087	20 149	27 574,1	358	371	541,9	28 115,9
Nord-du-Québec	6 078	12 940	17 542,7	136	142	215,5	17 758,2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	10 628	16 802	25 735,0	345	368	554,7	26 289,7
Chaudière-Appalaches	44 950	78 919	105 077,6	1 424	1 533	2 235,4	107 313,0
Laval	44 302	75 970	95 261,0	1 400	1 488	2 135,5	97 396,4
Lanaudière	54 328	93 654	123 775,1	1 907	2 024	2 914,7	126 689,8
Laurentides	63 910	109 857	143 964,7	1 971	2 106	3 053,7	147 018,4
Montérégie	164 205	283 619	361 827,3	5 294	5 630	8 135,8	369 963,0
Centre-du-Québec	26 445	47 032	65 920,3	797	847	1 237,0	67 157,2
Hors du Québec	2 176	3 672	5 375,1	46	47	81,1	5 456,3
Total¹	855 894	1 465 397	1 973 541,2	27 135	28 856	41 819,1	2 015 360,3

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

TABLEAU 24

**RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA CLIENTÈLE DU CIRSE
SELON LE NOMBRE D'ENFANTS DANS LA FAMILLE – DÉCEMBRE 2005**

	Familles bénéficiaires du PSE				Familles bénéficiaires du SEH			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants		1 enfant	2 enfants	3 enfants	
			et plus	Total			et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	10 025	8 413	2 891	21 329	214	262	179	655
Saguenay–Lac-Saint-Jean	14 832	12 272	4 312	31 416	319	468	266	1 053
Capitale-Nationale	33 176	27 006	7 676	67 858	685	960	434	2 079
Mauricie	13 252	10 490	3 181	26 923	243	403	173	819
Estrie	14 457	13 028	5 451	32 936	316	467	350	1 133
Montréal	92 974	67 859	26 263	187 096	1 887	2 530	1 624	6 041
Outaouais	20 039	16 417	5 410	41 866	366	517	274	1 157
Abitibi-Témiscamingue	7 586	7 072	2 703	17 361	134	230	156	520
Côte-Nord	6 037	4 527	1 523	12 087	137	160	61	358
Nord-du-Québec	2 217	2 063	1 798	6 078	20	49	67	136
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5 755	3 815	1 058	10 628	133	130	82	345
Chaudière-Appalaches	19 548	18 668	6 734	44 950	410	622	392	1 424
Laval	19 949	18 394	5 959	44 302	405	628	367	1 400
Lanaudière	24 616	22 335	7 377	54 328	495	873	539	1 907
Laurentides	28 762	26 631	8 517	63 910	555	911	505	1 971
Montérégie	73 626	67 405	23 174	164 205	1 439	2 380	1 475	5 294
Centre-du-Québec	11 407	10 773	4 265	26 445	211	363	223	797
Hors du Québec	1 060	820	296	2 176	14	21	11	46
Total¹	399 318	337 988	118 588	855 894	7 983	11 974	7 178	27 135

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

TABLEAU 25

**RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA CLIENTÈLE DU PSE
SELON L'ÂGE DES ENFANTS – DÉCEMBRE 2005**

	Familles avec enfants âgés de				Nombre total d'enfants âgés de			
	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	6 651	9 819	10 859	21 329	8 346	13 284	14 632	36 262
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9 784	14 339	16 151	31 416	12 297	19 437	21 519	53 253
Capitale-Nationale	21 597	31 504	32 588	67 858	26 713	42 146	43 112	111 971
Mauricie	7 975	12 519	13 553	26 923	9 901	16 870	17 987	44 758
Estrie	11 121	15 746	16 019	32 936	14 249	22 317	22 051	58 617
Montréal	68 676	91 609	83 358	187 096	84 142	123 552	109 051	316 745
Outaouais	13 360	19 865	20 304	41 866	16 579	26 898	27 063	70 540
Abitibi-Témiscamingue	5 489	8 386	8 871	17 361	6 968	11 562	12 107	30 637
Côte-Nord	3 929	5 893	5 912	12 087	4 769	7 714	7 666	20 149
Nord-du-Québec	2 892	3 340	2 904	6 078	3 774	4 976	4 190	12 940
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 874	4 920	5 556	10 628	3 426	6 330	7 046	16 802
Chaudière-Appalaches	15 009	21 012	21 930	44 950	19 230	29 330	30 359	78 919
Laval	14 399	21 959	21 546	44 302	17 782	29 537	28 651	75 970
Lanaudière	16 181	26 175	27 892	54 328	20 216	35 729	37 709	93 654
Laurentides	20 067	30 920	31 381	63 910	25 153	42 357	42 347	109 857
Montérégie	52 194	78 717	81 134	164 205	65 842	107 927	109 850	283 619
Centre-du-Québec	8 808	12 690	12 874	26 445	11 313	17 902	17 817	47 032
Hors du Québec	1 114	1 035	688	2 176	1 358	1 414	900	3 672
Total¹	282 120	410 448	413 520	855 894	352 058	559 282	554 057	1 465 397

1. Données réelles au 31 décembre 2005.

TABLEAU 26

**RÉPARTITION RÉGIONALE DES ENFANTS RECONNUS HANDICAPÉS,
SELON LA NATURE DU HANDICAP - DÉCEMBRE 2005**

	Nature du handicap						Global
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Sous-total	Trouble du développement	
Bas-Saint-Laurent	12	17	79	232	340	355	695
Saguenay-Lac-Saint-Jean	25	44	158	403	630	483	1 113
Capitale-Nationale	31	111	275	733	1 150	1 035	2 185
Mauricie	22	36	93	251	402	475	877
Estrie	17	44	124	272	457	755	1 212
Montréal	150	290	561	1 669	2 670	3 770	6 440
Outaouais	36	51	145	344	576	651	1 227
Abitibi-Témiscamingue	12	27	72	176	287	264	551
Côte-Nord	9	11	55	117	192	179	371
Nord-du-Québec	6	12	20	38	76	66	142
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15	18	52	106	191	177	368
Chaudière-Appalaches	39	56	169	507	771	762	1 533
Laval	43	68	142	409	662	826	1 488
Lanaudière	39	61	198	523	821	1 203	2 024
Laurentides	44	89	208	638	979	1 127	2 106
Montérégie	175	256	494	1 542	2 467	3 163	5 630
Centre-du-Québec	39	41	88	268	436	411	847
Hors du Québec	2	1	3	17	23	24	47
Total¹	716	1 233	2 936	8 245	13 130	15 726	28 856

1. Données réelles au 31 décembre 2005.